

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 29 janvier 2026

FOCUS : LES MINERAIS CRITIQUES ET TERRES RARES EN BOLIVIE, UN POTENTIEL ENCORE PEU EXPLOITE.

2

Bolivie

3

La Bolivie commence la restitution des dépôts en devises détenus par la Banque centrale.

3

Colombie

3

L'Équateur augmente de 900 % les droits de douane liés au transport du pétrole colombien.

3

L'indice d'activité économique a montré une croissance de 3,1 % en novembre (g.a.)

3

La probabilité d'un défaut d'approvisionnement en gaz s'élève à 39 % en 2026.

4

Le gouvernement envisage de supprimer l'indexation des logements sociaux au salaire minimum.

4

Équateur

4

L'Équateur et l'UE concluent un accord de facilitation des investissements durables.

4

Guyana

5

En 2025, la croissance a été de 19,3 %.

5

Pérou

5

Le déficit budgétaire du Pérou en 2025 est estimé à 2,2 % du PIB.

5

L'Union européenne aurait investi 30 Md\$ sur les dix dernières années.

5

Venezuela

6

Shell et BP demandent de nouvelles licences pour les champs Dragon et Loran-Manatee.

6

Les États-Unis remplacent la Chine dans la captation du pétrole vénézuélien

6

La Banque centrale annonce une nouvelle vente de devises pour 200 M\$, issues des exportations de pétrole.

6

Focus : Les minérais critiques et terres rares en Bolivie, un potentiel encore peu exploité.

La Bolivie détient les plus grandes ressources de lithium au monde (environ 21 millions de tonnes, soit 25 % du total), un métal stratégique pour la transition énergétique et les batteries électriques. Le lithium est depuis des années présenté comme la source de richesse qui prendra le relais des énergies fossiles en Bolivie, générant beaucoup d'attentes et aussi d'appréhension auprès des communautés vivant à proximité des salars. A ce jour, son exploitation reste toutefois limitée à une seule usine de la société publique YLB (*Yacimientos de Litio Bolivianos*), basée sur une technique évaporative.

Plusieurs freins se dressent face à l'exploitation du lithium bolivien en raison (i) du manque d'infrastructures (routes, énergie et eau), (ii) de l'instabilité réglementaire qui a prévalu par le passé et la position monopolistique d'YLB (qui reste d'actualité) et (iii) des difficultés techniques d'extraction dans les salars andins. En effet, l'extraction du lithium consommerait 2 M de litres d'eau/t, ce qui est un sujet de première importance afin de préserver les écosystèmes des salars.

La question du *momentum* pour le développement du lithium bolivien est par ailleurs posée compte tenu (i) des délais de mise en œuvre de nouveau projet de production (de 5 à 10 ans), (ii) au regard des quantités de lithium déjà en circulation dans le monde, (iii) des capacités de recyclage de ce dernier et (iv) de possibles ruptures technologiques à venir (i.e. batteries requérant moins de lithium).

Conscient de ces opportunités, le gouvernement de Rodrigo Paz souhaite accélérer la réalisation de projets et revoir le cadre réglementaire. Les autorités ont ainsi pris un décret « suprême » en décembre 2025 établissant un régime extraordinaire de protection et de promotion des investissements pour six secteurs prioritaires dont celui des mines. Si ce régime extraordinaire a finalement été retiré du décret suprême pour être examiné à l'Assemblée, la majorité parlementaire du gouvernement devrait lui permettre d'être mis en œuvre. Le nouveau ministre de l'énergie, en charge du lithium, a annoncé des processus d'appels d'offre pour l'affectation de zones de gisements et une ouverture aux capitaux étrangers pour l'exploitation et le traitement du lithium extrait (au-delà des 49 % maximum fixés par la loi). Cette accélération, tout en préservant le paysage des salars et l'activité touristique qu'il génère, est de nature à gérer des opportunités.

La Bolivie disposerait par ailleurs de 31 des 34 matières premières critiques pour l'UE, et de 17 terres rares sur son territoire. L'inventaire géologique date toutefois d'une vingtaine d'années et nécessiterait actualisation et approfondissement. Mais son potentiel pourrait être similaire à celui du Chili et de l'Argentine.

Ces ressources en minérais critiques et terres rares aiguisent toutefois les appétits. Outre des entreprises françaises, d'autres entreprises européennes se sont positionnées dans le cadre du dernier appel à manifestation d'intérêt (AMI) du gouvernement bolivien de 2024. Elles suivent à cet égard des entreprises russes et chinoises déjà retenues dans le cadre d'un premier AMI en 2021. Enfin, les Etats-Unis, à la recherche active de minérais critiques et terres rares à travers le monde, ont renoué le dialogue avec le nouveau gouvernement pour se repositionner également.

Bolivie

La Bolivie commence la restitution des dépôts en devises détenus par la Banque centrale.

Pendant la pénurie de devises étrangères subie sous l'administration précédente, la banque centrale bolivienne avait, *de facto*, imposé un gel bancaire sur les épargnes en dollars (USD). Cette mesure s'était traduite, pour les banques commerciales, par une limitation des retraits en USD sur les comptes d'épargne, ainsi que par des restrictions sur l'utilisation des cartes de crédit et les paiements en ligne libellés en USD.

Depuis le 27 janvier 2026, la Banque centrale bolivienne a entamé la dévolution des devises aux petits épargnants. Dans une première phase, le gouvernement cible les titulaires de comptes d'épargne dont les dépôts n'excèdent pas 1000\$. Cette mesure concerne environ 770 000 particuliers, soit 80 % des épargnants, mais aussi 20 000 petites entreprises, représentant 75 % des entités concernées. Cette restitution est rendue possible par un assouplissement des réserves obligatoires appliquées aux devises étrangères. Celles-ci ont été fixées à 10 % pour les devises en espèces, à 2,5 % pour les dépôts à terme supérieur à 720 jours et à 3,5 % pour les autres passifs. Le ministre des finances, Gabriel Espinoza, a par ailleurs indiqué que le gouvernement se penchera sur les 20 % des épargnants restants, dont les dépôts se situent entre 3 000\$ et 4 000\$.

Cette mesure vise principalement à rétablir la confiance dans le système financier. Selon les experts, le regain de confiance des Boliviens devrait se traduire par une augmentation des dépôts en devises. Le déblocage des avoirs d'épargne en USD a également eu des conséquences sur le taux de change parallèle, en affaiblissant la demande spéculative sur le marché informel. À la suite de cette annonce, le taux de change parallèle a reculé à 9,3 BOB

pour l'achat (contre 9,6 BOB au 25 janvier) et 8,8 BOB pour la vente (contre 9,1 BOB). Cela représente une étape importante dans le processus de normalisation du taux de change, dont le taux officiel est fixé à 6,96 BOB.

Colombie

L'Équateur augmente de 900 % les droits de douane liés au transport du pétrole colombien.

Le gouvernement équatorien a multiplié par 10 les frais de transport du pétrole colombien par l'oléoduc équatorien SOTE. Cette décision s'inscrit dans une hausse des tensions commerciales entre les deux pays depuis la semaine dernière (cf. [Brève semaine 4](#)). Le transport de pétrole passe ainsi de 3\$ par baril à 30\$ par baril, alors que le prix du Brent s'établit autour de 65\$ par baril.

La production pétrolière colombienne dans le sud du pays pourrait être suspendue, faute de capacité de stockage. Le département du Putumayo, au sud de la Colombie, a produit 19 200 barils par jour en moyenne entre janvier et novembre 2025, soit 2,5 % de la production nationale, et 62,5 % de cette production était transportée via le SOTE.

Dans ce contexte, Ecopetrol (compagnie pétrolière) cherche des routes alternatives. L'une d'entre elles consisterait à emmener le pétrole en camion jusqu'au département de Huila, au nord, où il pourrait être injecté dans l'oléoduc central, afin d'être exporté vers d'autres destinations. Le gouvernement a, de son côté, mis en place des droits de douane de 30 % aux importations de riz équatorien.

L'indice d'activité économique a montré une croissance de 3,1 % en novembre (g.a.)

Cette croissance est avant tout portée par le secteur des services (expliquant presque la totalité de cette hausse). Dans cette

catégorie, l'administration publique et les loisirs ont été particulièrement dynamiques avec une croissance de 7,9 % en g.a. Dans le même temps, les secteurs primaires et secondaires se contractent (-0,1 % chacun) par rapport à 2024. Les secteurs pharmaceutiques (+12,5 %) ou des équipements de transport (+33 %) contrastent ainsi avec la contraction de la production de produits métalliques (-13 %) et de papier (-6,3 %).

L'activité économique continue ainsi d'être portée par la consommation des ménages. En particulier, les remesas qui alimentent cette consommation ont atteint 13,1 Md\$ en 2025 (+10,5 % par rapport à 2024). Néanmoins, la hausse de 23 % du salaire minimum pourrait relancer l'inflation et limiter la consommation des ménages. L'investissement reste toujours limité alors que l'appréciation du COP a réduit la compétitivité du secteur industriel.

La probabilité d'un défaut d'approvisionnement en gaz s'élève à 39 % en 2026.

Par rapport à un scénario de demande moyenne de gaz naturel, la production nationale devrait être insuffisante de 39 % en 2026 et 58 % en 2027 selon l'association nationale des entreprises de services publics et de communication (Andesco) et le centre régional d'études énergétiques (Cree). Le ratio « réserves prouvées de gaz /production annuelle » a chuté de -57 % depuis 2010 avec une accélération depuis 2022 (-27 % entre 2022 et 2024), témoignant de l'épuisement progressif des réserves existantes. Le développement de nouvelles infrastructures est limité par le manque d'un cadre régulatoire clair.

Le gouvernement envisage de supprimer l'indexation des logements sociaux au salaire minimum.

Le prix maximum des logements sociaux (*vivienda de interés social*) est compris entre

135 et 150 salaires minimums (entre 71 000\$ et 82 000\$). Le projet de décret envisage de limiter ce plafond à 135 salaires minimums et d'éliminer l'indexation de ce plafond sur le salaire minimum pour le fixer en valeur.

Cette désindexation pourrait limiter la construction de nouveaux logements sociaux. Si la main d'œuvre représente 20 % du coût de construction, la hausse du salaire minimum touche directement le coût de la main d'œuvre employée mais aussi indirectement le prix des matériaux de construction (dont la production est intensive en travail). Selon la chambre colombienne de construction (Camacol), les prix des nouveaux projets pourraient augmenter de 10 % à 15 %.

Le secteur de la construction connaît déjà des difficultés, alors que la vente de logements neufs a chuté de -8,1 % entre janvier et septembre 2025. En novembre, les ventes ont atteint leur niveau de 2019 (160 000 unités) mais restent encore loin de leur moyenne en 2021 et 2022 (220 000 unités).

| Indicateurs | Variation hebd. | Variation en g.a. | Ce jour |
|----------------------------|-----------------|-------------------|---------|
| Bourse (COLCAP) | 3,0% | 64,7% | 2506 |
| Change USD/COP | 0,7% | -12,1% | 3664 |
| Change EUR/COP | 2,8% | -0,3% | 4385 |
| Prix du baril (Brent, USD) | 6,9% | -11,0% | 68,49 |

Équateur

L'Équateur et l'UE concluent un accord de facilitation des investissements durables.

La Commission européenne a conclu les négociations avec l'Équateur sur un accord de facilitation des investissements durables (AFID), le premier de ce type avec un pays d'Amérique latine. Cet accord vise à renforcer et promouvoir les investissements de l'Union européenne (UE) en Équateur. Il répond aux obstacles existants, du fait d'une réglementation complexe et une lourdeur

administrative, afin de créer un cadre d'investissement plus transparent et efficace.

L'accord s'inscrit dans une dynamique d'amélioration du climat économique équatorien. L'AFID garantit le respect des engagements en matière d'environnement, de climat et de droits du travail, contribuant aux objectifs de développement durable. Il devrait favoriser les investissements dans des secteurs à fort potentiel (notamment les énergies renouvelables) et inclut une annexe spécifique pour l'énergie et les matières premières.

L'UE soutiendra l'Équateur à travers un programme de 8 M€ destiné à améliorer le climat d'investissement et la transition énergétique. L'accord facilitera les investissements grâce à une plus grande transparence, des procédures simplifiées et un meilleur dialogue institutionnel. Enfin, l'AFID complète l'accord commercial de 2017 et s'inscrit dans la stratégie européenne « Global Gateway ».

Guyana

En 2025, la croissance a été de 19,3 %.

En 2025, la croissance globale a été de 19,3 % et la croissance non-pétrolière de 14,3 %. Cette dernière a été avant tout portée par l'agriculture (+11,5 %), les mines (+21 % dont +11,6 % pour l'or et +53 % pour la bauxite) et la construction (+31 %).

Les crédits au secteur privé ont également connu une hausse de 18 % en 2025, témoignant d'une croissance soutenue de l'activité économique. En particulier, les crédits dédiés à l'industrie ont augmenté de 29,7 % et les prêts immobiliers de 19 %. Les crédits aux ménages ont enregistré un niveau record avec une croissance de +37 %, signalant la confiance des consommateurs et un meilleur accès au financement.

Pérou

Le déficit budgétaire du Pérou en 2025 est estimé à 2,2 % du PIB.

La Banque centrale indique que le déficit budgétaire du Pérou en 2025 est estimé à 2,2 % du PIB atteignant ainsi la règle budgétaire fixée pour 2025. Il convient de rappeler que le Pérou a enfreint la règle budgétaire en 2023 et 2024, où le déficit budgétaire s'élevait à 3,4 % soit au-dessus du seuil de 2,8 % fixé pour cette année-là. Tout au long de l'année 2025, selon la Banque centrale, les recettes courantes ont augmenté de 11 % tandis que les dépenses publiques ont progressé de 5,1 %.

Toutefois, d'anciens ministres de l'Économie remettent en question l'objectif de déficit budgétaire de 2,2 % annoncé par le ministère de l'Economie, avertissant que des dépenses engagées ne sont pas encore inscrites au budget et leur rajout ultérieur agravera irrémédiablement le déficit en 2026.

L'Union européenne aurait investi 30 Md\$ sur les dix dernières années.

Entre 2014 et 2024, le Pérou aurait reçu 30 Md\$ d'investissements européens selon une étude conduite par la délégation de l'Union européenne et les Chambres de commerces européennes présentes à Lima. Entre 2019 et 2024 ces investissements auraient progressé de 63 %. A ce jour, près de 800 entreprises européennes auraient investi au Pérou dans les infrastructures, l'énergie et les services. Parmi elles, 35 entreprises européennes développent 51 projets dans le cadre de partenariats public-privé (PPP) et auraient permis la création de 113 000 emplois directs.

L'UE est devenue le troisième partenaire commercial du pays, derrière les États-Unis et la Chine selon Jonathan Hatwell, ambassadeur de l'UE au Pérou. Les relations commerciales

avec l'UE ont permis aux exportations péruviennes d'augmenter de 40 % au cours des cinq dernières années, générant un excédent de près de 3,4 Md\$ par an.

Toutefois, afin d'accélérer l'afflux des investissements, le Pérou doit encore relever certains défis, tels que l'amélioration du cadre réglementaire, la stabilité politique et la résolution des problèmes sociaux. Pour sa part, Marco Fragale, président d'Eurochambers, a souligné la nécessité d'améliorer la prévisibilité en termes de climat des affaires et d'en renforcer les institutions.

Venezuela

Shell et BP demandent de nouvelles licences pour les champs Dragon et Loran-Manatee.

Roodal Moonilal, ministre trinidadien de l'Énergie, a informé que Shell et BP sollicitent, des licences OFAC pour extraire du gaz naturel de champs Dragon et Loran-Manatee, à la frontière entre le Venezuela et Trinité-et-Tobago.

Shell sollicite la licence pour Loran-Manatee et BP pour le champ Cocuina-Manakin. Le projet Loran-Manateen a un potentiel de 283 M de m³ de gaz naturel (10 Md de pieds cubes) de gaz naturel, 73 % du côté vénézuélien et 27 % à Trinité-et-Tobago. Le projet Cocuina-Manakin dispose lui de 28 M de m³ de réserves de gaz prouvées (1 Md de pieds cubes). Shell avait obtenu une licence en octobre 2024 mais le gouvernement vénézuélien avait suspendu l'accord suite au blocus maritime imposé par les Etats-Unis.

Les États-Unis remplacent la Chine dans la captation du pétrole vénézuélien

PetroChina (filiale la société pétrolière chinoise) a cessé son commerce avec le Venezuela. La Chine était pourtant le principal acheteur du pétrole vénézuélien en 2025, qui

représentait 4 % de importations pétrolières chinoises et 80 % des exportations pétrolières vénézuéliennes.

De leur côté, les raffineries indiennes ne reçoivent que des volumes marginaux de pétrole, la majeure partie de l'approvisionnement étant destinée aux États-Unis et les remises proposées n'étant pas compétitives par rapport aux autres bruts lourds disponibles sur le marché mondial. La Russie, qui exportait du naphta au Venezuela, chercherait également de nouveaux marchés.

La Banque centrale annonce une nouvelle vente de devises pour 200 M\$, issues des exportations de pétrole.

La Banque centrale a mis à la vente 500 M\$ issus des exportations de pétrole depuis le début de l'année. Ces ventes de devises cherchent à « compléter l'offre privée et renforcer l'économie nationale » selon la Banque centrale. Surtout, ces ventes doivent équilibrer le marché des devises alors que la brèche cambiaire (différence entre le taux de change officiel et parallèle). Lors de la première vente de 300 M\$, la brèche cambiaire avait ainsi chuté de 180 % à 37 %.

Ces devises sont issues des exportations de pétrole aux États-Unis, dont le produit des ventes est placé sur un fonds au Qatar. Le 15 janvier, la Maison blanche avait ainsi annoncé un accord avec le Venezuela de 500 M\$ permettant aux États-Unis de commercialiser jusqu'à 50 M de barils de pétrole brut vénézuélien. Le flux de devises étrangères dans l'économie pourrait atteindre 3,5 Md\$ selon de premières estimations.

Les demandes de licences de compagnies pétrolières auprès de l'OFAC (office de contrôle des actifs étrangers des États-Unis) **ont fortement augmenté ces dernières semaines.** Les autorités étatsuniennes devraient délivrer une licence globale dans les prochaines semaines qui leverait certaines sanctions encore en vigueur.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

| | Population (M) | PIB à prix courants (Md\$) | PIB/hab. à prix courants (M\$) | Croissance du PIB (% du PIB) | | Compte courant (% du PIB) | Dette publique brute (% du PIB) | IDH (rang mondial) | | Inflation (%) |
|-----------|----------------|----------------------------|--------------------------------|------------------------------|---------|---------------------------|---------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------------------------|
| | 2025 p. | 2025 p. | 2025 p. | 2024 | 2025 p. | 2025 p. | 2025 p. | 2023 | Variation par rapport à 2022 | Variation en fin de période, 2025 p. |
| Bolivie | 12,4 | 57,1 | 4,6 | 0,7 | 0,6 | -3,3 | 93,7 | 108 | +5 | 26,2 |
| Colombie | 53,1 | 438,1 | 8,2 | 1,6 | 2,5 | -2,3 | 58,9 | 83 | +2 | 4,4 |
| Equateur | 18,1 | 130,5 | 7,2 | -2,0 | 3,2 | 4,9 | 53,7 (2024) | 88 | +1 | 3,6 |
| Guyana | 0,8 | 25,1 | 31,4 | 43,6 | 10,3 | 7,9 | 29 | 89 | +6 | 4,3 |
| Pérou | 34,4 | 318,5 | 9,3 | 3,3 | 2,9 | 1,7 | 32,1 | 79 | 0 | 2,0 |
| Suriname | 0,7 | 4,5 | 6,8 | 3,0 | 2,7 | -33,4 | 89,1 | 114 | +2 | 10,6 |
| Venezuela | 26,7 | 82,8 | 3,1 | 5,3 | 0,5 | 4,2 | 164,3 (2024) | 121 | 0 | 548,6 |
| Argentine | 47,6 | 683,4 | 14,4 | -1,3 | 4,5 | -1,2 | 78,8 | 47 | 0 | 28,0 |
| Brésil | 213,4 | 2 257,0 | 10,6 | 3,4 | 2,4 | -2,5 | 91,4 | 84 | +2 | 4,9 |
| Chili | 20,2 | 347,2 | 17,2 | 2,6 | 2,5 | -2,5 | 42,7 | 45 | 0 | 3,7 |
| Mexique | 133,4 | 1 862,7 | 14,0 | 1,4 | 1,0 | -0,2 | 58,9 | 81 | +3 | 3,7 |

Source : FMI, WEO, octobre 2025

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtrésor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Diego MAGUINA, Arthur de MOUBRAY, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)